

L'ASSOCIATION CANADIENNE DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT



2008
RAPPORT
ANNUEL



Voici les objectifs de l'ACDE :

- Procurer un accès équitable à la justice aux personnes qui autrement ne pourraient pas se permettre d'être représentées en cour pour leurs problèmes environnementaux.
- Préconiser des lois, des normes et des politiques élaborées qui protégeront et augmenteront la qualité de la santé et de l'environnement du public à l'échelle provinciale et canadienne.
- Augmenter la participation du public dans la prise de décision environnementale.
- Travailler avec le public et les organismes d'intérêt public afin de prévoir des solutions durables à long terme à l'égard des inquiétudes environnementales et de l'utilisation des ressources.
- Prévenir les dommages nuisibles pour la santé humaine et les écosystèmes par l'exécution de mesures de précautions.

En accomplissant tous ces objectifs, le mandat de l'ACDE bénéficie d'une reconnaissance inestimable afin d'aider les personnes à faible revenu et les communautés défavorisées.



Revue de l'année : Message de la directrice générale

Au nom du personnel et du conseil de l'ACDE, il me fait plaisir de vous présenter le rapport annuel de cette année. Le manque d'espace nous permet de souligner seulement quelques uns des travaux remarquables de l'ACDE cette année, dans le domaine du droit de l'environnement. Pour plus de renseignements, je vous invite à consulter notre site web au www.cela.ca ou à communiquer avec nous.

Cette année, nous avons souhaité la bienvenue, et bonne chance à plusieurs personnes. En février 2008, nous avons déploré, avec une grande tristesse, le décès de Michelle Swenarchuk, avocate de longue date et ancienne directrice générale. Nous avons aussi souhaité bonne chance à : Hugh Benevides et Fowzia Mohammed qui ont quitté pour relever d'autres défis. Nous avons souhaité la bienvenue aux personnes suivantes : Joe Castrilli dans son nouveau rôle d'avocat permanent de l'ACDE, Christopher Waffle en tant que coordinateur de la protection des sources d'eau, Julia Ford à l'administration, Renee Griffin, notre nouvelle stagiaire et Kaitlyn Mitchell dans son nouveau rôle d'avocate de projets spéciaux.

L'ACDE est l'une des **cliniques juridiques spécialisées** de l'Aide juridique Ontario en vertu du Programme de clinique juridique. Le mandat provincial de l'ACDE consiste à venir en aide aux personnes à faible revenu, aux personnes défavorisées et aux communautés autochtones. L'ACDE offre aux clients des services juridiques et une représentation dans leurs interactions avec les conseils et comités d'aménagement municipal, les instances judiciaires et les tribunaux administratifs et environnementaux. De plus, nous procurons des conseils sommaires et des services juridiques concis à de nombreux Ontariens au sujet de plusieurs règlements et problèmes environnementaux.

TRAVAIL AVEC DES CAS INDIVIDUELS

Les cas de litiges de l'ACDE impliquent généralement d'interminables procédures qui créent des précédents et soulèvent des problèmes complexes de faits et de droit. Depuis 15 ans, par exemple, l'ACDE a représenté une famille dont l'exploitation laitière et les biens agricoles ont été défavorablement perturbés par des émanations de contaminants provenant des déchets d'infrastructures (c.-à-d., asphalte, béton, etc.), qui avaient été enfouis dans leur terre au cours des années 1960. En janvier 2008, le juge a statué en faveur de nos clients et leur a accordé 1,7 million de dollars en dommages-intérêts. Plus tard, en juillet, le juge a accordé 655 000 dollars aux Berendsen pour rembourser leurs frais d'honoraires d'avocat et leurs déboursements. Cette affaire est maintenant en appel à la Cour d'appel de l'Ontario.

De même, l'ACDE représente un organisme d'intérêt public qui s'inquiète de la pollution atmosphérique et de l'eau provenant de la proposition de brûlage de pneus, de plastiques et d'autres déchets solides, en tant que « combustibles de substitution », d'une cimenterie près de Bath en Ontario. Selon un verdict exemplaire, rendu en 2007, par le Tribunal de l'environnement en vertu de la Charte des droits environnementaux, le client de l'ACDE et les résidents locaux ont obtenu la permission de faire appel à propos de deux approbations de brûlage de déchets qui avaient été données à la cimenterie par le ministère de l'Environnement. L'entreprise a alors demandé un examen juridique pour casser le jugement du tribunal, et le ministère a appuyé leur demande. Cependant, en juin 2008, la Cour divisionnaire de l'Ontario a rejeté cette demande à l'unanimité. Ce résultat, qui crée un précédent, évite au tribunal de tenir une audition publique de dix semaines sur les approbations de brûlage de déchets, prévue à l'automne 2008.



Au cours de 2008, l'ACDE a représenté un groupe de citoyens à la Commission canadienne de sûreté nucléaire au sujet des octrois de licence impliquant une usine qui transforme et fabrique des produits contenant du tritium. Une inquiétude persiste en ce qui a trait au bien-fondé du droit des processus pour ces octrois de licence.

De plus, l'ACDE a aidé des Autochtones par la progression de ses négociations pour mettre à jour un accord d'approvisionnement en eau, qui leur sera garanti jusqu'en 2032. Des négociations supplémentaires confirment la fermeture du site d'enfouissement de la municipalité située près de la communauté autochtone conformément à un accord préalable.

D'autre part, l'ACDE a aidé des clients pour plusieurs réclamations de litige civil, notamment un d'entre eux, dont la propriété a été sérieusement perturbée par un site d'enfouissement contaminant voisin, et un autre, où les clients ont subi des dommages personnels causés par les émissions provenant d'une usine de produits chimiques. En outre, nos clients ont profité de nos services, notamment : d'une médiation environnementale, d'une aide avec les procédures devant la Commission des droits de l'homme de l'Ontario, d'une aide pour orienter les procédures devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario et la Commission canadienne de la sûreté nucléaire et d'une aide pour plusieurs autres procédures en vertu de la Loi fédérale sur l'évaluation environnementale.

De plus, l'ACDE a participé, au nom du réseau *Low Income Energy Network (LIEN)*, aux consultations de la Commission de l'énergie de l'Ontario sur l'énergie pour les personnes à faible revenu. La CEO tient ces consultations à la suite de la nouvelle résolution exemplaire de la Cour divisionnaire, sollicitée par LIEN, affirmant que la Commission a, de par ses procédures, la compétence de juger les dossiers de l'énergie pour les personnes à faible revenu.

FOCALISATION FIXÉE SUR LA RÉFORME JURIDIQUE, ACTIVITÉS MOBILES, DÉVELOPPEMENT DE LA COLLECTIVITÉ

L'ACDE coopère, collabore et travaille avec plusieurs réseaux d'avocats, de fournisseurs de service et d'organismes environnementaux à but non lucratif. Une approche, en faveur de plaidoyers ciblés et orientés vers un but, stimule les forces des différents participants, intensifie la compétence de l'ACDE pour répondre aux besoins des clients et du public et permet de mieux propager le travail accompli par elle. En outre, ce travail facilite la préparation des plaidoyers de réforme juridique dans le domaine du droit environnemental d'intérêt public. De plus, cette collaboration assure de meilleures chances de succès à l'égard des travaux de réforme juridique qui sont nécessaires afin de mieux protéger les clients de l'ACDE et le public en général.

Voici quelques exemples :

Accès à la justice environnementale

PollutionWatch et l'étude sur les liens entre pollution et pauvreté – Dans une étude prochaine sur la région des Grands lacs et du Saint-Laurent, les auteurs présentent, par niveau de revenus, les zones les plus touchées par les plus grands pollueurs au Canada. D'autres études examinent également la région du grand Toronto. **Le droit du public à l'information** – Le travail se poursuit pour recommander l'adoption du premier règlement municipal au Canada sur le droit du public à l'information en ce qui concerne les émissions toxiques à Toronto. En collaboration avec des organisations : du secteur de la santé, de l'emploi, de l'environnement, de la prévention du cancer et des organisations locales, l'ACDE continue à militer pour mettre ce programme de l'avant. **Low Income Energy Network** – Depuis le lancement de ce réseau en 2004, l'ACDE fait partie des fondateurs de LIEN et participe aux travaux de son comité directeur depuis ses débuts. Le LIEN encourage différents organismes : cliniques d'aide juridique, militants de la lutte contre la pauvreté, organismes de défense de l'environnement et intervenants de refuge, pour en nommer que quelques uns, à élaborer un programme d'actions prioritaires pour lutter contre la pauvreté énergétique et ses conséquences en Ontario. **Réseau canadien sur l'environnement, la santé et l'équité sociale** – L'ACDE, l'un des premiers membres de ce réseau, qui renforce sa position d'organisation interdisciplinaire à l'échelle nationale en visant à améliorer la compréhension et la pratique de l'équité environnementale dans divers contextes. L'ACDE est engagé dans des processus en vertu de la *Charte des droits environnementaux* de l'Ontario et elle aide régulièrement des clients en ce qui a trait aux différentes méthodes pour obtenir les renseignements voulus au sujet des problèmes qui les concernent. **Transparence et accès du public à la prise de décision** - En 2008, le personnel de l'ACDE s'est engagé à réaliser des projets pilotes pour le gouvernement fédéral, à propos de l'accès du public, en offrant un concept de « salle de lecture » de même que des données élaborées et de l'aide pour la prise de décision sur les substances chimiques concernant aussi bien l'approbation fédérale des pesticides que l'étude fédérale des substances chimiques. Depuis toujours, l'ACDE a recommandé d'apporter des changements à la législation afin de permettre ce genre d'accès. **Normes techniques & Autorité de la sûreté (TASS)** - En 2008, l'ACDE et d'autres organismes ont demandé l'amélioration des programmes de responsabilité concernant la liberté de l'information, la vérification et la surveillance environnementales de la TASS, en partie,



après avoir répondu à un grand nombre d'appels de citoyens lors de la récente explosion d'une installation de propane à Toronto. Par ailleurs, en 2008, l'ACDE a commencé à militer en faveur d'une loi anti-SLAPP. « SLAPP » signifie : poursuites stratégiques contre la mobilisation publique – les poursuites-bâillons. C'est une stratégie utilisée par l'industrie, qui survient occasionnellement, pour retenir ou empêcher la participation du public dans les processus de prise de décision.

Pollution et santé

Loi sur la réduction de l'utilisation des matières toxiques et projet de loi modèle – En 2008, l'ACDE a rédigé un modèle de loi sur la réduction de l'utilisation des matières toxiques et un rapport conjoint sur les politiques. L'ACDE souhaite qu'ils aient de l'influence et soient utiles au gouvernement qui prévoit de promulguer un projet de loi à l'Assemblée législative, à l'automne 2008. De même, le travail de l'ACDE sur la prévention du cancer implique plusieurs parties prenantes, notamment : des secteurs de l'emploi, de la santé en rapport au métier, de la santé, des prestataires de service et des autres personnes qui travaillent à la prévention du cancer provenant des expositions environnementales.

Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement - En 2008, l'ACDE a rédigé, en collaboration avec ses partenaires, un document intitulé : Vision et Stratégie qui énumère les besoins prioritaires actuels afin d'obtenir des mesures politiques pour mieux protéger la santé environnementale des enfants. En 2008, l'ACDE, en collaboration avec le PCSEE, a joué un rôle déterminant pour obtenir des engagements significatifs au sein du budget fédéral pour le contrôle biologique humain et des fonds pour la recherche sur la santé environnementale des enfants. **Pesticides** – Depuis plus de dix ans, le travail de l'ACDE, sur les problèmes des pesticides, représente une bonne démonstration des répercussions à facettes multiples au sein des organismes juridiques et des interventions juridiques qui aident les organisations locales et les particuliers en quête d'un environnement plus sécuritaire. En juin 2008, la *Loi sur les pesticides* de la province a été amendée afin d'interdire l'utilisation et la vente de pesticides pour les pelouses et les jardins à l'échelle provinciale. **Les substances chimiques toxiques** – En 2008, la *Loi fédérale sur les produits dangereux* a été amendée pour faciliter le rappel de produits et pour fournir d'autres mesures visant à mieux contrôler les produits de consommation dangereux au Canada. Le projet de loi a été arrêté à la suite de la tenue des élections fédérales. Par contre, l'ACDE va continuer à recommander des mesures pour améliorer les contrôles préventifs et en amont nécessaires pour réduire considérablement les expositions toxiques provenant des produits de consommation. Dans le cadre du **Plan de gestion des substances chimiques**, l'ACDE a poursuivi, avec une vaste gamme de moyens, son travail sur les substances chimiques à risques élevés et milite pour la prise de mesures sur les substances chimiques à risques moyens. Entre autres choses, les travaux récents sur le bisphénol A et les phtalates dans les plastiques, sur le plomb dans les produits de consommation destinés aux enfants et sur l'interdiction complète de tous les ignifugeants bromés ont été particulièrement remarquables. D'autre part, en 2008, l'ACDE a été active auprès du réseau international pour l'élimination des Polluants organiques persistants (IPEN) et aussi au sein de la coalition pour interdire l'amiante.



Durabilité de l'eau

Protection des sources d'eau et de l'eau potable – L'ACDE poursuit son travail et participe à de nombreux projets pour mieux protéger l'eau potable de l'Ontario résultant en partie des événements de Walkerton en Ontario, il y a huit ans. En 2008, ce travail a continué grâce à plusieurs réglementations et nouvelles mesures en vertu de la Loi sur la salubrité de l'eau potable et la Loi sur l'eau saine. L'ACDE collabore au réseau **Ontario Water Guardians Network** en fournissant des possibilités de contributions importantes, de participation et de formation dans le cadre du développement de la protection des eaux de source en vertu de la Loi sur l'eau saine. De plus, en collaboration avec des organisations environnementales, de la conservation, de l'énergie hydrique, des Premières Nations, de femmes, de communautés religieuses, de jeunes et de groupes agricoles, l'ACDE travaille à l'élaboration d'une stratégie globale de l'eau potable à l'échelon provincial et fédéral. **Grands Lacs** – En 2008, plusieurs employés de l'ACDE ont participé aux nombreux aspects de la protection des Grands Lacs, notamment en ce



qui concerne : les substances chimiques toxiques dans les Grands lacs, les menaces émergentes, la quantité d'eau dans ces lacs, la qualité de leurs eaux, les implications du changement climatique et l'intégration aux programmes de protection de l'eau potable.

Sur la terre

L'ACDE détient une longue recherche exhaustive à l'égard de l'**évaluation environnementale et de la planification de l'utilisation des terres agricoles**, deux domaines critiques, entre autres, pour lesquels les résidents de l'Ontario peuvent participer à la prise de décision qui touchera directement leur environnement et leur communauté. Récemment, il y a eu une longue liste de changements apportés à plusieurs règlements et processus des dirigeants, notamment dans la *Loi sur les municipalités*, la *Loi sur la planification*, l'Énoncé de politique provinciale, la *Loi sur la cité de Toronto*, les réglementations en vertu de la *Loi sur l'évaluation environnementale* et à quelques-uns des processus concernant les déchets et le recyclage, l'énergie et les programmes transitoires, entre autres. Le personnel de l'ACDE conseille les clients, participe aux comités consultatifs et aux consultations sur ces programmes et recommande des améliorations spécifiques pour ceux-ci. L'ACDE a donné son opinion au sein des consultations sur la réforme transitoire de l'Évaluation environnementale. Dans le domaine de l'énergie durable, l'ACDE a contribué à l'adoption du nouveau règlement rendant les cordes à linge légales à l'échelle provinciale, et elle s'est associée aux demandes pour une Loi provinciale sur l'Énergie verte.

De plus, l'ACDE a présenté des soumissions orales et écrites au Comité permanent sur l'environnement et le développement durable de la Chambre des communes au sujet des implications constitutionnelles du projet de loi C-377, une proposition de loi sur l'évaluation des changements climatiques. L'année 2008 a été une année très active au sein de la *Campagne pour la suppression progressive des centrales nucléaires* puisque des problèmes ont surgi à la Commission canadienne de sûreté nucléaire, notamment par la cessation des fonctions du président en exercice; par les problèmes du projet de loi C-38 qui sont survenus quand le Parlement a décommandé la Commission de réglementation à propos de la fabrication d'isotopes médicaux; et par l'aide pour résoudre les problèmes relatifs à la proposition de construction de nouvelles centrales nucléaires dans la province.

Friches industrielles – Plusieurs initiatives sont en cours dans la province afin de mettre en œuvre la réforme des friches industrielles visant à augmenter le nombre de propriétés qui pourront de nouveau être utilisées de façon utile et sécuritaire. L'ACDE défend depuis longtemps la réutilisation des friches industrielles pour plusieurs raisons tout en profitant des centres urbains et des infrastructures déjà en place. D'autre part, l'ACDE est aussi un ardent défenseur qui tient à s'assurer qu'un tel réaménagement soit sécuritaire pour les futurs résidents, les locataires et les propriétés avoisinantes. En 2008, l'ACDE a continué de participer activement à ces consultations.

Formation juridique du public

En 2008, le personnel de l'ACDE a offert de la formation juridique au public de plusieurs façons. L'ACDE a rédigé de nouvelles questions les plus fréquemment demandées (**FAQ**) pour son site web. De plus, le personnel de l'ACDE a donné plusieurs **animations et sessions de formation à l'extérieur** sur des sujets diversifiés comprenant : les problèmes de l'eau potable, la protection de l'eau de source, la réduction de l'utilisation des substances toxiques, la prévention du cancer, l'équité environnementale, l'énergie pour les personnes à faibles revenus, les pesticides, les substances chimiques toxiques, la santé environnementale des enfants, la gestion des déchets, la pollution atmosphérique et la planification de l'utilisation des terres agricoles.



L'ACDE diffuse une **infolettre par courriel** qui est utilisée pour souligner les progrès significatifs de nos dossiers lorsqu'ils ont lieu. L'infolettre est envoyée à plus de 1 100 abonnés. Le personnel de l'ACDE maintient et contribue à promouvoir des **sites web** élaborés et très utiles auxquels nous collaborons, notamment en ce qui concerne les sites suivants : **Association canadienne du droit de l'environnement** au www.cela.ca, **Resource Library for the Environment and the Law** au www.ecolawinfo.org, **Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement** au www.healthyenvironmentforkids.ca, **Ontario Water Guardians Network** au www.thewaterhole.ca, **Low Income Energy Network** au www.lowincomeenergy.ca, et **PollutionWatch** au www.pollutionwatch.org. **L'ensemble des sites web** de l'ACDE comporte un avantage très utile puisque les rapports connexes, les communiqués d'informations, les soumissions et les dossiers de plaidoirie sont répertoriés par sujets spécifi-

ques. De temps en temps, de nouvelles parutions se présentent et elles sont constamment modifiées à mesure que de nouveaux sujets apparaissent. D'autres liens donnent accès à plusieurs autres organisations avec lesquelles nous collaborons ainsi qu'à une série complète de toutes les publications de l'ACDE, parues au fil des années. L'ACDE publie régulièrement ses **dossiers et ses soumissions** en les offrant en ligne ou sous forme de textes imprimés, ainsi qu'à la bibliothèque *Resource Library for the Environment and the Law*, située au siège social de l'ACDE.

En 2008, les membres de l'ACDE ont rédigé des **Rapports juridiques sur l'environnement** et ont été les auteurs d'une série de textes juridiques sur l'environnement, de livres, de guides corrigés sur les principaux règlements environnementaux, de chapitres de livre et d'articles de journaux comprenant, en 2008, des sujets reliés à l'eau potable, à l'énergie, à la santé environnementale des enfants, aux pesticides et au droit environnemental en général.

À l'ACDE, notre prérogative et notre ambition consistent à pouvoir aider nos clients, le public en général et les décideurs, en ce qui concerne les problèmes juridiques environnementaux et l'accès à la justice environnementale. Pour nous, il n'y a pas de travail plus important à accomplir en cette période cruciale de notre histoire.



Theresa McClenaghan
Directrice générale
Octobre 2008

États financiers vérifiés – 2007-2008

Bilan de la situation financière en date du 31 mars 2008

	Aide Juridique de l'Ontario	Autre Fonds	31 MARS	
			2008	2007
ACTIFS				
À court terme				
Investissements comptants et à court terme	\$80,881	\$294,585	\$375,466	\$229,114
Subventions et créances	83,731	146,830	230,561	194,954
Inter-fonds recevables (exigibles)	(4,145)	4,145	-	-
Frais payés d'avance	10,508	-	10,508	15,250
	<u>170,975</u>	<u>445,560</u>	<u>616,535</u>	<u>439,318</u>
Valeurs immobilisées	-	986	986	26,814
	<u>\$170,195</u>	<u>\$446,546</u>	<u>\$617,521</u>	<u>\$466,132</u>
PASSIFS				
À court terme				
Comptes courants à payer et charges à payer	\$47,614	\$43,477	\$91,091	\$66,323
Revenus reportés	-	168,827	168,827	41,639
	<u>47,614</u>	<u>212,304</u>	<u>259,918</u>	<u>107,962</u>
ACTIFS NETS	<u>123,361</u>	<u>234,242</u>	<u>357,603</u>	<u>358,170</u>
	<u>\$170,975</u>	<u>\$446,546</u>	<u>\$617,521</u>	<u>\$466,132</u>

État des résultats d'exploitation et des actifs nets pour l'année finissant le 31 mars 2008

			2008	2007
	Aide Juridique de l'Ontario	Autre fonds	Total des fonds	Total des fonds
REVENUS				
Aide juridique Ontario	\$1,064,354	-	\$1,064,354	\$942,495
Paiements indirects de l'Aide juridique	16,010	-	16,010	76,782
Subventions	-	212,220	212,220	384,993
Honorariat	-	2,201	2,201	7,350
Intérêts	780	7,766	8,555	18,070
Recouvrements et autres	3,100	31,826	34,926	27,760
Récupérations des créances	16,061	-	16,061	-
	<u>1,100,314</u>	<u>254,013</u>	<u>1,354,327</u>	<u>1,457,450</u>
FRAIS D'EXPLOITATION				
Amortissement	25,403	425	25,828	43,889
Communications, impression et distribution	15,593	3,582	19,175	19,029
Services contractuels	-	149,633	149,633	118,130
Matériel de bureau	6,253	-	6,253	7,049
Paiements indirects	16,010	-	16,010	76,782
Achats de livres	12,177	-	12,177	13,110
Charges locatives	124,769	-	124,769	121,089
Bureau et frais généraux	29,405	11,220	40,625	39,174
Droits d'adhésion professionnels	10,177	-	10,177	7,069
Cotisations professionnelles	6,756	1,957	8,713	9,422
Salaires et avantages sociaux	850,707	64,464	915,171	857,666
Frais de voyage	7,115	19,248	26,363	31,910
	<u>1,104,365</u>	<u>250,529</u>	<u>1,354,894</u>	<u>1,344,319</u>
Excédent des recettes sur les dépenses (dépendances sur les recettes) pour l'année	(4,051)	3,484	(567)	113,131
Actifs nets, début de l'année	127,412	230,758	358,170	245,039
Actifs nets, fin de l'année	<u>123,361</u>	<u>234,242</u>	<u>357,603</u>	<u>358,170</u>

Note : Les renseignements financiers ci-dessus sont un condensé des états financiers combinés et vérifiés de l'Association canadienne du droit de l'environnement – Aide juridique Ontario et des états financiers vérifiés de l'Association canadienne du droit de l'environnement – Autres fonds. La vérification des états financiers a été effectuée par le cabinet d'experts-comptables Chaplin and Co, et ils sont offerts sur demande.

MERCI!

L'ACDE est doté d'employés, de membres du conseil et de bénévoles merveilleux. De plus, nous apprécions énormément l'appui et les bonnes relations que nous entretenons avec nos clients. Nous travaillons en collaboration avec plusieurs organisations et particuliers. Sincères remerciements aux personnes suivantes :

Le personnel permanent de l'ACDE :

Mary Anderson, Joe Castrilli, Kathleen Cooper, Fe de Leon, Sharon Fleishman, Julia Ford, Renee Griffin, Richard Lindgren, Theresa McClenaghan, Kaitlyn Mitchell, Sarah Miller, Fowzia Mohamoud, Ramani Nadarajah, Christopher Waffle.

Les contractuels et/ou les conseillers experts :

Alan Abelsohn, Hugh Benevides, Chaplin & Company, Miriam Diamond, Alan Dixon, Jessica Ginsburg, Bryony Halpin, John Jackson, Greg Lecinski, Sarah Rang, Anne Wordsworth.

Les membres du conseil de l'ACDE ne faisant pas partie du personnel :

Vicki Barron, Elizabeth Block, Margaret Casey, Lesley Cameron (Nouveau siège), Bruce Davidson, Miriam Diamond, John Jackson, John Lang, Jacinta O'Brien (Nouvelle présidente), Grace Patterson, Graham Rempe, Judy Simon (Président sortant), Catherina Spoel.



Les bénévoles :

Isobel Foote, Shahzma Haji, Patrick Hamilton, Ka-Wai Leung, Kathy Mahinpou, Debbie Nolan, Logan Rathbone.

Les partenaires clés et les partenariats :

Advocacy Centre for Tenants Ontario, Alliance for the Great Lakes, Ban Asbestos Canada, Campaign for Nuclear Phaseout, Canadian Association of Physicians for the Environment, Canadian Centre for Policy Alternatives, Canadian Environmental Network, Canadian Partnership Against Cancer – National Committee on Environmental and Occupational Exposures, Canadian Partnership for Children's Health and Environment, Canadian Institute for Environmental Law and Policy, Centre for Social Innovation, Coalition on the Niagara Escarpment, Environmental Defence, Freshwater Future, Great Lakes United, International POPs Elimination Network, Low Income Energy Network, Ontario Environment Network, Northwatch, Partnership for Pesticide Bylaws, Pollution Probe, PollutionWatch, the Biodiversity Project, Toronto Cancer Prevention Coalition, Toronto Environmental Alliance, Toronto Right to Know Coalition, the Water Guardians Network and Wilfred Laurier University.

De plus, nous désirons particulièrement remercier nos bailleurs de fonds qui ont rendu tout ceci possible. Nos fonds d'opération principaux sont fournis par l'Aide juridique Ontario. Fréquemment, en même temps que nos organismes partenaires, nous avons reçu de généreuses subventions de projets de plusieurs fondations privées et aussi des agences gouvernementales. Cet apport de fonds supplémentaires, en plus de l'aide fournie par l'Aide juridique Ontario, augmentent énormément la faculté de l'ACDE d'élaborer des réformes juridiques et d'offrir de la formation juridique au public à l'échelle provinciale et canadienne.

Sincères remerciements aux organisations suivantes :

Bailleurs de fonds :

Alliance for the Great Lakes, Best Start Resource Centre, Canadian Auto Workers, Canadian Bar Association, Canadian Breast Cancer Foundation – Ontario Region, Canadian Child Care Federation, Canadian Environmental Network, Canadian International Development Agency, Charles Stewart Mott Foundation, City of Toronto, Council of Great Lakes Governors, Environment Canada, Environmental Defence, European Commission, Great Lakes United, Health Canada, Hollyhead Foundation, Human Resources Skills Development Canada, Joyce Foundation, Law Foundation of Ontario, Legal Aid Ontario, North South Institute, Office of the Auditor General, Ontario Ministry of Energy, Ontario Ministry of Environment, Ontario Ministry of Natural Resources, Ontario Trillium Foundation, Salamander Foundation, United Steelworkers, Walter and Duncan Gordon Foundation.



À la mémoire de : Michelle Swenarchuk 30 octobre 1948 – 27 février 2008

Cette année, nous avons éprouvé une grande tristesse à la suite du décès prématuré de Michelle Swenarchuk, qui a été longtemps membre du conseil, directrice générale et avocate de l'ACDE. Les engagements de Michelle dans le domaine du droit environnemental et au-delà ont été incalculables et elle nous manquera beaucoup. Féministe convaincue, Michelle a été active au sein du mouvement féministe durant plusieurs années, notamment dans le cadre du Comité d'action nationale sur le statut de la femme. Parmi ses nombreuses réalisations au sein de l'ACDE, mentionnons son leadership pour une intervention réussie devant la Cour suprême du Canada au cours du procès de Harvard Oncomouse où elle s'est opposée à l'attestation de formes biologiques supérieures au Canada. Les nombreuses interventions de Michelle, comme avocate principale, en ce qui concerne : la protection de l'environnement, le commerce international, les droits des Autochtones, le droit du travail et le droit administratif, ont été reconnues par ses pairs en 2004, quand elle a reçu une médaille du Barreau pour ses « contributions exceptionnelles aux politiques de droit public ». Encore une fois, le personnel et le conseil de l'ACDE désirent exprimer ses sincères condoléances à la famille de Michelle. L'ACDE planifie de créer un fonds d'étude à la mémoire et au nom de Michelle. Des renseignements supplémentaires seront fournis sur notre site web au : www.cela.ca



**L'ASSOCIATION CANADIENNE DU DROIT
DE L'ENVIRONNEMENT**

**130 rue Spadina, Suite 301
Toronto, Ontario, Canada
M5V 2L4**

**Téléphone : 416-960-2284
Télécopieur : 416-960-9392**

www.cela.ca